

## TRANSPPOSITION DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE " DROITS D'AUTEUR - DROITS VOISINS "

ABD - Christopher BOON

Le 22 juin 2001, le Journal Officiel des Communautés Européennes publiait la " Directive 2001/29/CE du Parlement Européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information ".

Cette directive européenne doit faire l'objet d'une transposition dans les législations nationales des Etats membres de l'UE avant le 22 décembre 2002.

La Directive présente un aspect particulier : elle prévoit 21 exceptions, dont une seule, technique, doit obligatoirement être reprise. Ces exceptions concernent la copie pour usage strictement privé, la possibilité de reproduction pour les établissements scientifiques ou d'enseignement ainsi que les bibliothèques, ou encore l'usage d'extraits numériques pour la critique ou la citation. Elles sont présentées sous forme d'une liste dont le choix d'intégration sera laissé à l'appréciation du législateur.

Il est selon nous impératif que la transposition en droit belge n'écarte aucune des exceptions autorisées, de manière à permettre aux organismes publics que sont les bibliothèques, les médiathèques, les centres de documentation, et autres diffuseurs scientifiques et culturels de poursuivre dans le monde numérique comme dans l'analogique les missions qui leur ont été assignées.

C'est la raison pour laquelle 140 représentants d'associations des secteurs concernés se sont retrouvés ce 9 novembre 2001 à la Bibliothèque Royale à l'occasion d'une matinée de réflexion sur la transposition de cette directive.

L'enjeu est d'importance, mais il nous reste peu de temps pour faire comprendre aux autorités législatives la nécessité de procéder à la transposition de l'intégralité des 21 exceptions dans notre législation.

Un travail de sensibilisation et de mobilisation est déjà en cours. La rencontre organisée le 9 novembre fut l'occasion de présenter la plate-forme commune élaborée à l'instigation de la Médiathèque de la Communauté Française, de l'Association Professionnelle des Bibliothécaires et Documentalistes, de la Vlaamse Vereniging voor Bibliotheek-, Archief- en Documentatiewezen et de l'Association Belge de Documentation-Belgische Vereniging voor Documentatie. Cette plate-forme, intitulée " Droits des bibliothèques, médiathèques, archives et musées et de leurs usagers dans la société de l'information ", a recueilli un très large écho auprès du nombreux public présent.

L'ABD a décidé de cautionner cette plate-forme. Nous en publions ci-après le texte dans sa version la plus récente. Précisons que le travail de rédaction n'est pas terminé : le texte sera en effet sujet à modification au fur et à mesure de l'avancement des travaux et de l'élargissement du nombre et de la variété des signataires de la plate-forme. Car cette journée du 9 novembre a également été l'occasion de lancer un appel plus large vers les mondes de la culture, de l'enseignement et de la recherche pour qu'ils soutiennent eux aussi l'initiative lancée par les différentes associations.

Nous vous invitons à diffuser largement ces informations autour de vous, et à transmettre vos commentaires, remarques et suggestions à [abd@abd-bvd.be](mailto:abd@abd-bvd.be).

\* \* \*

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**140 REPRÉSENTANTS D'ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHÈQUES,  
MÉDIATHÈQUES, ARCHIVES, MUSÉES, ...  
RÉUNIS À LA BIBLIOTHÈQUE ROYALE LE 9 NOVEMBRE 2001  
FACE À UN ENJEU FONDAMENTAL :**

**LA TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE 2001  
" DROITS D'AUTEUR - DROITS VOISINS "**

La directive " Harmonisation de certains aspects des droits d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information " dite " 2001 / 29 / CE ", votée par le Parlement européen le 22 mai dernier, doit faire l'objet d'une transposition dans les lois nationales des Etats membres le 22 décembre 2002 au plus tard.

Pour en débattre, 140 représentants d'associations belges de bibliothèques, médiathèques, musées, archives, malvoyants, ainsi que d'autres représentants des secteurs de l'enseignement, des sciences et de la culture, se sont réunis le 9 novembre 2001 à la Bibliothèque Royale, à l'écoute de trois conférenciers et autour d'un débat sur les conséquences possibles de la transposition, tant pour les institutions que pour leurs membres.

Selon Pierre Cockshaw, Conservateur en chef de la Bibliothèque Royale, il s'agissait d'une première, puisque jamais auparavant autant d'organisations et d'associations de bibliothèques publiques et scientifiques, de médiathèques, de centres de documentation et d'archives tant de langue française que néerlandaise n'avaient organisé pareille rencontre en Belgique.

### **DES ENJEUX FONDAMENTAUX**

Cette directive présente des enjeux fondamentaux au regard desquels, malgré un nombre limité d'exceptions dont les Etats membres décideront ou non la transposition dans leur loi nationale, les

industries de la musique et du film se sont taillé la part du lion au cours de la discussion d'un texte qui a suscité les actions de lobbying les plus intenses qu'aient jamais connues la Commission et le Parlement européens.

C'est dire que la position d'institutions publiques telles que les bibliothèques, médiathèques, archives et musées (BMAM) occupa relativement peu de place dans les préoccupations du législateur européen, et que le texte finalement adopté ne les avantage guère.

### **PRENDRE EN COMPTE DES EXCEPTIONS ESSENTIELLES**

Les BMAM ont le devoir de faire connaître les dangers que représente, dans le cadre de leurs missions, une application limitative de cette directive. Il est d'une impérative nécessité de faire prendre en compte par le législateur national, lors de la transposition dans la loi belge, autant d'exceptions utiles que possible, et avant tout les exceptions spécifiques aux missions des BMAM. Ces exceptions doivent permettre de valoriser, dans l'ère numérique, les intérêts que les bibliothèques, médiathèques, archives et musées représentent, pour le citoyen, face aux intérêts privés du commerce. Elles sont indispensables pour mettre à disposition de tous les Belges, dans les meilleures conditions financières d'accès et en toute liberté, la richesse des patrimoines intellectuels et artistiques, en s'appuyant sur les ouvertures offertes par les technolo-

gies nouvelles de l'information et de la communication.

### UNE PLATE-FORME COMMUNE

Des réflexions menées lors du colloque du 9 novembre 2001, et de celles qui ont présidé à sa mise en œuvre, résulte une plate-forme de revendications autour de laquelle tous les partenaires BMAM tendent à s'accorder. Citons les têtes de chapitre de cette plate-forme, sachant que chacune d'elles fera appel à une ou plusieurs exceptions prévues dans la directive et qu'il appartiendra au législateur belge de les retenir ou de les écarter. Elles méritent de la part de ce dernier une attention toute particulière en ce qu'elles font appel aux droits fondamentaux suivants :

- droit de préservation de l'accès à l'information,
- droit à la lecture, à l'écoute et au visionnement en emprise,
- droit à l'échange et à la fourniture de documents inter-bibliothèques,

- droit à la conservation sous forme numérique,
- droit au prêt de fichiers numériques, droit au prêt de médias numériques,
- droit à la mise à disposition de bases de données et de valeurs ajoutées,
- droit de promotion,
- droit de transcription,
- droit de mise en libre accès de l'information officielle, ...

Autant de notions essentielles qui font partie intégrante d'un accès démocratique à l'information et à la culture, et dont les BMAM sont les garants depuis toujours.

### DEMAIN...

Se réunir constituait un premier pas. Les organisateurs ont à présent la certitude que de nombreuses institutions culturelles, scientifiques, d'enseignement, mais aussi d'autres associations d'utilisateurs cautionneront la plate-forme qui sera présentée au monde politique sous la forme juridique qui convient.

\* \* \*

### POUR INFORMATION

Associations qui ont organisé ou soutenu la rencontre :

- Association Belge de Documentation / Belgische Vereniging voor Documentatie
- Association Francophone des Musées de Belgique
- Association Professionnelle des Bibliothécaires et Documentalistes
- Bibliothèque Royale / Koninklijke Bibliotheek
- Conseil Interuniversitaire de la Communauté française
- Fédération Interdiocésaine des Bibliothécaires et des Bibliothèques Catholiques
- Médiathèque de la Communauté française de Belgique
- Musée et Société en Wallonie
- Vlaamse Vereniging voor Bibliotheek-, Archief- en Documentatiewezenen
- Vlaams Centrum voor Openbare Bibliotheken
- Vlaamse Museum Vereniging
- Vlaams Overlegcentrum inzake Wetenschappelijk Bibliotheekwerk

\* \* \*

Le texte de la Directive est accessible via le site web de la Commission Européenne.  
 URL : [http://www.europa.eu.int/comm/internal\\_market/fr/intprop/docs/index.htm](http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/fr/intprop/docs/index.htm)  
 Cliquez ensuite sur le lien "Directive 2001/29/CE...".

## Plate-forme commune

# DROITS DES BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES, ARCHIVES ET MUSEES ET LEURS USAGERS DANS LA SOCIETE DE L'INFORMATION

*Dans le cadre de la transposition de la Directive " Droits d'auteur, droits voisins " (2001/29/CE) dans le droit belge.*

### CONTEXTE

Les bibliothèques, médiathèques, archives et musées (*BMAM dans la suite du texte*) sont des organisations de service. Les individus - étudiants, chercheurs, travailleurs et citoyens - mais aussi des groupes peuvent s'adresser à eux pour répondre à des questions en matière de culture, information et délasserment.

Les BMAM interviennent de manière active dans la fourniture de réponses à ces questions.

Ils détiennent une mission d'intérêt public dans le domaine de l'information, de la diffusion de la culture et de la participation culturelle.

Les BMAM constituent des points d'appui en matière de promotion de la lecture, de l'apprentissage toute la vie durant, de la formation continue, de l'intégration sociale ainsi que dans la conservation et l'enrichissement du patrimoine culturel.

Les services proposés par les BMAM se doivent d'être dynamiques. Poussés par les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies et méthodologies, ainsi que par une reconnaissance croissante de la part de la société et du politique, les BMAM se trouvent placés devant d'énormes défis. Le rôle des BMAM dans la société de l'information ne peut être sous-estimé. Les BMAM doivent continuer à exercer pleinement leur mission dans le monde numérique.

C'est pourquoi une législation appropriée doit soutenir les BMAM de la manière la plus efficace possible. Les BMAM plaident pour une prise en compte de toutes les exceptions prévues par le législateur européen dans la Directive 2001/29/CE à l'occasion de sa transposition dans la législation belge.

### A. Principe général

#### *Droit de préservation de l'accès à l'information*

A l'heure où le principe d'égalité d'accès à l'information et à la culture, en relation directe avec la Convention des Droits de l'Homme, constitue une évidence, il est impensable de ne pas transposer dans les lois nationales le maximum de garanties permettant de le préserver dans la société de l'information. Les garants de cette égalité sont incontestablement les bibliothèques, les médiathèques, les archives et les musées.

Il n'est pas acceptable de concevoir une société à deux vitesses, dans laquelle la population disposant d'un pouvoir d'achat élevé accéderait plus facilement et plus rapidement à l'information que les citoyens de condition plus modeste.

L'environnement numérique doit hériter des droits acquis dans l'environnement analogique.

### B. Plus particulièrement

#### 1. Droit à la lecture, à l'écoute et au visionnement en emprise

Il est indispensable que la consultation individuelle de documents d'information,

qu'ils présentent des matières rédactionnelles, sonores, visuelles ou audiovisuelles, reste accessible à tous, sans paiement aucun, sur les lieux de toutes les institutions publiques dont la fonction est de collecter cette information et de la rendre disponible ; que cette information se présente sur support physique (livre papier, support CD, support CR-Rom, e-book, ...) ou numérique (fichier informatique) ne peut prêter à distinction.

## 2. Droit à l'échange et à la fourniture de documents

L'utilisateur doit disposer, dans un but d'étude, de recherche scientifique ou d'usage privé, de copies analogiques (p.ex. photocopies) ou numériques (p.ex. CD-R) des contenus d'information, quelle qu'en soit la source, analogique ou numérique.

Ces copies doivent pouvoir être effectuées par les établissements publics, par exemple dans le cadre d'échanges interbibliothèques ou inter-médiathèques.

## 3. Droit à la conservation sous forme numérique

Il est indispensable que les BMAM soient en droit d'effectuer des copies numériques de documents d'information dès lors que leur existence est en danger. Cet impératif vaut donc en cas de détérioration progressive, de détérioration accidentelle, ou de perte. Il y va du rôle de préservation et de conservation des collections et du patrimoine, tel qu'il relève des missions imparties aux BMAM.

Dans ce but, les BMAM doivent être autorisés à contourner les moyens techniques de protection. Tout comme dans le cadre du Dépôt légal, l'éditeur doit déposer des exemplaires non protégés.

## 4. Droit au prêt de médias numériques

En tout état de cause, on ne peut remettre en question le prêt de médias nu-

mériques (CD-Rom, DVD-Rom, CD, DVD, e-book), dès lors qu'ils constituent de plus en plus souvent le seul support de l'information, et donc de propagation, en lieu et place des supports analogiques.

## 5. Droit à la mise à disposition de bases de données et d'informations à valeurs ajoutées

Les données constituées et rassemblées par les BMAM pour nourrir l'offre d'information doivent être librement mises à disposition. Ceci ne concerne pas seulement les données concernant l'auteur et le titre, mais également celles relatives aux contenus.

L'objectif est d'organiser l'offre, de la rendre accessible et de la promouvoir. L'information que les BMAM ajoutent dans certains cas aux informations primaires doit être exemptée de droits d'auteur, en ce compris la citation.

## 6. Droit de promotion

Pour assurer leur mission de promotion des contenus, les BMAM doivent être autorisés à reproduire les matériaux en leur possession.

## 7. Droit de transcription

A destination de certains groupes particuliers (par exemple les aveugles et malvoyants), les BMAM doivent disposer du droit de transcrire les sources d'information qui font partie de leurs centres d'intérêt.

## 8. Droit d'attirer l'attention

Les BMAM doivent conserver la possibilité d'attirer l'attention des usagers sur l'existence ou sur l'apparition de nouvelles sources d'information qui font partie de leurs centres d'intérêt en utilisant, le cas échéant, des moyens numériques.

9. Droit de mise en libre accès de l'information officielle

L'information officielle doit être accessible au citoyen même dans les cas où elle est également publiée par un organisme commercial.

C. Questions particulières relatives aux droits d'auteurs et voisins

• Maintien de la gratuité du domaine public

Dans tous les cas, l'information appartenant au domaine public doit rester exemptée de droits.

• Pas de "minage" par le droit des contrats

Les dispositions qui ont pour but d'assurer le libre accès à l'information doivent être d'application impérative, de manière à ne pas pouvoir être ruinée par des dispositions contractuelles.

• Des mesures simples pour éviter les infractions

Les BMA prendront toutes les mesures raisonnables pour que le droit d'auteur ne soit pas transgressé. Néanmoins, en aucun cas elles ne pourront être rendues responsables des infractions commises par leurs usagers.

• Un système de rétribution simple

Le système qui définit les modalités de rétribution dans les cas où elle s'applique, doit être simple.

Dans la pratique, les BMAM, paient souvent des licences (à un prix beaucoup plus élevé que les abonnements aux particuliers) pour la mise à disposition de copies aux utilisateurs.

En aucun cas, ces dispositions ne peuvent aller à l'encontre de la réglementation en matière de protection de la vie privée.

9 novembre 2001

\* \* \*

## PERSBERICHT

### **De omzetting van de Europese richtlijn 2001 " Auteursrechten – naburige rechten " heeft belangrijke gevolgen voor de opdrachten van bibliotheken en mediatheken.**

De richtlijn " Harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij " (2001/29/EU), goedgekeurd door het Europese Parlement op 22 mei ll., moet voor 22 december 2002 omgezet worden in de nationale wetgeving van de lidstaten.

140 vertegenwoordigers van bibliotheken, mediatheken, archieven en musea, maar ook van blindenverenigingen en de sectoren onderwijs, wetenschappen en cultuur, luisterden op 9 november 2001 in de Koninklijke Bibliotheek naar drie referaten en debatteerden over de mogelijke gevolgen van de omzetting van deze richtlijn voor de sector en haar gebruikers.

Een absolute primeur, volgens Pierre Cockshaw hoofdconservator van de KB, want nog nooit eerder organiseerden zoveel verschillende organisaties en verenigingen van openbare en wetenschappelijke bibliotheken, van mediatheken, documentatiecentra en archieven en dit uit Nederlandstalig én Franstalig België een dergelijk initiatief.

#### **GROTE BELANGEN**

De Europese richtlijn 2001/29 werd goedgekeurd na een zelden geziene lobbyactiviteit vooral dan van de industrie. In het resultaat wegen dan ook de commerciële belangen van uitgeverijen en muzikalen filmbedrijven veel zwaarder door dan deze van de individuen en de gebruikers van openbare instellingen zoals bibliotheken, mediatheken, archieven of musea.

#### **BENUTTEN VAN VOORZIENE UITZONDERINGEN**

Toch biedt de Europese richtlijn via uitzonderingen die de lidstaten kunnen (niet moeten) voorzien in de nationale wetgeving ook mogelijkheden om de belangen van de gemeenschap en van specifieke groepen te laten voorgaan op privé belangen. Bibliotheken, mediatheken, archieven en musea pleiten er dan ook voor om maximaal van deze mogelijkheden gebruik te maken bij de omzetting in Belgisch recht. Indien dit niet gebeurt, worden de gebruikers en de gemeenschap vele mogelijkheden ontnomen.

Die uitzonderingen zijn nodig om de toegang van alle Belgen tot documenten over en voor cultuur, onderwijs, informatie en levenslang leren in de informatiemaatschappij te garanderen, én om de culturele rijkdom en het erfgoed onder optimale omstandigheden en met moderne technologieën te kunnen ontsluiten, ter beschikking te stellen en te bewaren.

#### **EEN GEZAMENLIJKE PLATFORMTEKST**

De reflecties hebben geleid tot een gemeenschappelijke platformtekst die unaniem goedgekeurd werd. Zich baserend op de voorziene uitzonderingen vragen de deelnemers dat de Belgische wetgever bijzondere aandacht zou hebben voor de essentiële rechten op lezen, luisteren, kijken en raadplegen; op kopiëren en op documentlevering; op digitaal bewaren; op uitlenen van digitale media; op ontsluiting van informatie; op promotie van bibliotheken mediatheken, archieven en musea; op omzetting naar een ander medium; en op attenderen. Daarnaast eisen zij dat over-

heidsinformatie vrij blijft van auteursrechten.

Al deze elementen zijn nodig opdat een ieder op een gelijke wijze toegang zou hebben tot informatie en cultuur. Bibliotheken, mediatheken, archieven en musea zijn van oudsher de behoeders en bewaers van dit democratische recht.

## TOEKOMST

De bijeenkomst was maar een eerste stap. De organisatoren rekenen er op dat vele organisaties uit de culturele, wetenschappelijke en onderwijswereld, maar ook verenigingen van bijvoorbeeld gebruikers en gezinnen, de platformtekst mee ondertekenen. Zij kunnen een beroep doen op juridische expertise bij het vertalen van hun eisen en zullen in de komende maanden ongetwijfeld ook aankloppen bij de politici.

\* \* \*

## Ter info

De platformtekst is te lezen op <http://www.vvbad.be/EU200129platform.html>

Verenigingen die de bijeenkomst organiseerden / ondersteunden :

- Association Francophone des Musées de Belgique
- Association Professionnelle des Bibliothécaires et Documentalistes
- Belgische Vereniging voor Documentatie
- Conseil Interuniversitaire de la Communauté française
- Fédération Interdiocésaine des Bibliothécaires et des Bibliothèques Catholiques
- Koninklijke Bibliotheek
- Médiathèque de la Communauté française de Belgique
- Musée et Société en Wallonie
- Vlaamse Vereniging voor Bibliotheek-, Archief- en Documentatiewezenen
- Vlaams Centrum voor Openbare Bibliotheken
- Vlaamse Museum Vereniging
- Vlaams Overlegcentrum inzake Wetenschappelijk Bibliotheekwerk

Contact :

Marc STORMS  
 stafmedewerker  
 Vlaamse Vereniging voor Bibliotheek-, Archief-  
 en Documentatiewezenen vzw (VVBAD)  
 Statiestraat 179, B-2600 Berchem  
 Tel. +32-3-281 44 57  
<http://www.vvbad.be/>

\* \* \*

De tekst van de Europese Richtlijn kan via de site van de Europese Commissie geraadpleegd worden.

URL : [http://www.europa.eu.int/comm/internal\\_market/fr/intprop/docs/index.htm](http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/fr/intprop/docs/index.htm)  
 Kies " Directive 2001/29/CE... ", en klik vervolgens op "NL" om de nederlandse versie te krijgen.

## Gezamenlijke platformtekst

# RECHTEN VAN BIBLIOTHEKEN, MEDIATHEKEN, ARCHIEVEN EN MUSEA EN HUN GEBRUIKERS IN DE INFORMATIESAMENLEVING

In het kader van de omzetting van de Europese richtlijn “ betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij ” (2001/29/EG) in Belgische wet.

### SITUERING

Bibliotheken, mediatheken, archieven en musea (hierna BMAM) zijn dienstverlenende organisaties. Individuen - studenten, onderzoekers, werknemers en burgers - maar ook groepen kunnen er terecht met hun vragen naar kennis, cultuur, informatie en ontspanning. De BMAM bemiddelen actief bij het beantwoorden van deze vragen. Zij hebben een brede maatschappelijke opdracht in de informatie- en cultuurspreiding en informatie- en cultuurparticipatie. De BMAM zijn steunpunten inzake leesbevordering, levenslang leren, permanente vorming, sociale integratie en bewaren en ontsluiten van het culturele erfgoed.

De dienstverlening van bibliotheken, mediatheken, archieven en musea is een dynamisch gebeuren. Gestuwd door de mogelijkheden van nieuwe technologieën en methodologieën, én door een groeiende maatschappelijke en politieke erkenning, staan zij voor enorme uitdagingen. De rol en de functie van bibliotheken, mediatheken, archieven en musea in de informatiemaatschappij kunnen niet overschat worden. De BMAM moeten die rol onverminderd kunnen uitoefenen in deze digitale tijden.

Daarom moet een aangepaste wetgeving de BMAM op optimale wijze ondersteunen. Bibliotheken, mediatheken, archieven en musea pleiten ervoor om

maximaal gebruik te maken van de mogelijkheden die de Europese Unie voorziet om de belangen van de gemeenschap, van de gebruikers en van specifieke groepen te verdedigen, bij de omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn 2001/29/EG.

### A. Algemeen principe

#### - Recht op toegang tot informatie

Het principe van een gelijke toegang tot informatie en cultuur (cfr. Verklaring van de Rechten van de Mens) is vandaag algemeen aanvaard. Het is dan ook ondenkbaar om bij de creatie van nationale wetten niet de maximale garanties te voorzien die een gelijke toegang voor iedereen tot informatie en cultuur waarborgen. Bibliotheken, mediatheken, archieven en musea zijn van oudsher de behoeders en bewakers van dit recht.

Op deze wijze wordt ook een digitale kloof vermeden tussen zij de toegang tot een informatiesamenleving kunnen veroorloven en zij die dit niet kunnen.

De digitale omgeving moet de verworven rechten uit het analoge tijdperk overnemen.

### B. Meer in het bijzonder

#### 1. Recht op lezen, luisteren, kijken en raadplegen

De individuele raadpleging van gedrukte, geluids-, visuele of audiovisuele documenten moet zonder betaling voor iedereen mogelijk zijn in openbare in-

stellingen die de taak hebben om deze documenten te verzamelen, te ontsluiten en ter beschikking te stellen. Hierbij mag geen onderscheid gemaakt worden naar de drager van deze informatie : materieel (papier, cd, cd-rom ...) of immaterieel.

## 2. Recht op kopiëren en op documentlevering

De gebruiker moet in het kader van studiedoelinden, wetenschappelijk onderzoek of persoonlijk gebruik, de mogelijkheid hebben om analoge (bvb. fotokopieën) of digitale kopieën (bvb. CD-R) te maken van zowel gedrukte als digitale documenten.

De BMAM moeten de mogelijkheid behouden om op verzoek van hun gebruikers documenten op analoge en op digitale dragers te leveren die zij niet in hun eigen bezit hebben, maar die wel aanwezig zijn in het netwerk van bibliotheken, mediatheken, archieven en musea.

## 3. Recht op digitaal bewaren

Met het oog op hun dienstverlening moeten de BMAM digitale informatie tijdelijk kunnen opslaan. Permanent analoog en/of digitaal bewaren moet mogelijk zijn voor conserveringsdoelinden en in functie van beschikbaarheid (bv. veiligheidskopie). In geval van verlies of schade hebben bibliotheken, mediatheken, archieven en musea het recht het verloren of beschadigde materiaal te vervangen door deze veiligheidskopie.

Daarvoor moet het bibliotheken, mediatheken, archieven en musea toegestaan zijn om de technische beschermingsmaatregelen te verwijderen. Tevens moet, in het kader van het wettelijk depot, de uitgever verplicht worden onbeveiligde exemplaren te deponeren.

## 4. Recht op uitlenen van digitale media

Het uitlenen van digitale media (cd-rom, dvd-rom, cd, dvd, e-book) mag niet verboden worden, daar informatie meer en meer enkel op deze dragers aangeboden wordt.

## 5. Recht op ontsluiting van informatie

De gegevens die bibliotheken, mediatheken, archieven en musea gebruiken om het informatieaanbod te ontsluiten, moeten vrij ter beschikking zijn. Dit geldt niet alleen voor auteurs- en titelgegevens maar ook voor inhoudelijke gegevens die nodig zijn om het aanbod te ordenen, toegankelijk te maken of te promoten. Informatie die de BMAM in functie van de toegankelijkheid toevoegen aan de primaire gegevens, valt niet onder het auteursrecht maar onder het recht op citeren.

## 6. Recht op promotie

De BMAM hebben het recht een reproductie te maken van materialen die in hun bezit zijn om ze tentoon te stellen en om promotie te maken voor de eigen instelling.

## 7. Recht op omzetting naar een ander medium

Voor bijzondere doelgroepen, zoals blinden en slechtzienden, moeten de BMAM over het recht beschikken om cultuur- en informatiebronnen om te zetten naar een voor deze doelgroep toegankelijk medium.

## 8. Recht op attenderen

De BMAM moeten de mogelijkheid behouden om hun gebruikers ofwel op eigen initiatief ofwel op hun vraag, analoog of digitaal te attenderen op bestaande of nieuwe bronnen die in hun interessesfeer vallen.

## 9. Overheidsinformatie blijft vrij

Overheidsinformatie moet vrij ter beschikking zijn van elke burger, ook als ze door een commerciële aanbieder gepubliceerd wordt.

C. Bijzondere vragen inzake het auteursrecht en aanverwante rechten

1. Publiek domein blijft gratis

Het publieke domein moet in ieder geval vrijgesteld worden van auteursrechten.

2. Geen ondermijning door contractrecht

De regelgeving rond auteursrecht moet van dwingend recht zijn zodat ze niet door licentiebepalingen ondermijnd kan worden.

3. Redelijke maatregelen om inbreuken te voorkomen

De BMAM zullen alle redelijke maatre

gelen nemen om inbreuk op het auteursrecht te voorkomen. Zij kunnen echter in geen geval aansprakelijk gesteld worden voor inbreuken gepleegd door hun gebruikers.

4. Eenvoudig vergoedingssysteem

Het systeem dat de betaling regelt voor informatie waarvoor een vergoeding verschuldigd is, moet eenvoudig zijn en mag geen afbreuk doen aan de wetgeving inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Bij de prijszetting mag niet vergeten worden dat de BMAM door middel van netwerklenties reeds betalen voor de kopieën die gemaakt worden van het materiaal dat hen ter beschikking wordt gesteld, én dat instellingsabonnementen meestal duurder zijn dan abonnementen voor particulieren.

9 november 2001

\* \* \*